

3.2

Réglementation

3.2 RÉGLEMENTATION

3.2.1 Consultation



SOLLICITATION DE COMMENTAIRES

Modification au *Règlement intérieur*

de la Chambre de l'assurance de dommages

Résumé

Le conseil d'administration de la Chambre de l'assurance de dommages (« la Chambre ») a approuvé les modifications du *Règlement intérieur de la Chambre de l'assurance de dommages* (« le Règlement »).

Ces modifications concernent principalement :

- La composition du CA et les élections ;
- Les critères d'éligibilité pour les administrateurs et les membres des différents comités ;
- Le mandat du CA et des comités ;
- Les règles de rémunération ;

Enfin, des modifications de concordance, d'orthographe, de ponctuation, de typographie et de grammaire ont également été apportées.

Processus d'établissement des modifications

La Chambre est un organisme d'autoréglementation constitué par la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) qui a comme mission d'assurer la protection du public en maintenant la discipline et en veillant à la formation et à la déontologie de ses membres qui oeuvrent dans les disciplines de l'assurance de dommages et d'expertise en règlement de sinistres. Les affaires de la Chambre sont administrées par un conseil d'administration.

Le conseil d'administration de la Chambre a donné mandat à son Comité de gouvernance et d'éthique de revoir le *Règlement intérieur* afin d'en actualiser le contenu. Les modifications proposées par le Comité de gouvernance et d'éthique ont été adoptées par le conseil d'administration de la Chambre lors de la séance du 14 décembre 2011. Ces changements sont présentés à l'Autorité des marchés financiers en conformité avec le Plan de supervision de la Chambre.

Les commentaires relatifs aux modifications apportées au *Règlement intérieur* doivent être présentés à la Chambre dans les 30 jours suivant la date de publication du présent avis au bulletin de l'Autorité.

Ces commentaires doivent être transmis à l'Autorité des marchés financiers à l'attention de :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire générale
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Vous pouvez également soumettre vos commentaires à :

M^e Jannick Desforges
Secrétaire
Chambre de l'assurance de dommages
999 de Maisonneuve ouest, bureau 1200
Montréal (Québec) H3A 3L4
Courriel : jdesforges@chad.qc.ca

Annexes

Les personnes intéressées trouveront en annexe le document d'analyse des modifications proposées au Règlement ainsi que le Règlement intérieur de la Chambre de l'assurance de dommages et la résolution du conseil d'administration approuvant le Règlement.



**Modifications au Règlement intérieur
de la Chambre de l'assurance de dommages**

Analyse présentée à l'Autorité des marchés financiers

Introduction

Le *Règlement intérieur de la Chambre de l'assurance de dommages* (« le Règlement intérieur») a initialement été adopté par le conseil d'administration de la Chambre de l'assurance de dommages (« la Chambre ») le 15 septembre 1999 et a fait l'objet de modifications de temps à autre. Sa dernière mise à jour, et approbation par l'Autorité des marchés financiers (« l'Autorité »), date du 21 juillet 2006.

La présente analyse est soumise à l'Autorité en vertu de l'Annexe A du Plan de supervision de la Chambre. Il s'agit de modifications provenant, entre autres, de la sanction de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le secteur financier* (PL-7). Les modifications visent, entre autres :

- a) La composition du CA et les élections;
- b) Les critères d'éligibilité pour les administrateurs et les membres des différents comités;
- c) Le mandat du CA et des comités;
- d) Les règles de rémunération;

Certaines modifications sont d'ordre administratif, technique et opérationnel ainsi que de mise en forme. Finalement, des modifications de concordance, d'orthographe, de ponctuation, de typographie ou de grammaire ont également été apportées.

1. Nature et incidence des modifications

1.1. Nature et objet des modifications

a) La composition du CA et les élections;

La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le secteur financier* (PL-7), modifie la composition du Conseil d'administration de la Chambre pour lui permettre de mieux assumer son mandat de protection du public et ce, avec plus de crédibilité, en introduisant, entre autres, cinq administrateurs indépendants. Cette nouvelle composition du Conseil d'administration de la Chambre correspond aux orientations observées ailleurs au Canada. Par exemple, l'Autorité canadienne des valeurs mobilières estime, depuis 2006, que les conseils d'administration des organismes d'autoréglementation devraient compter au moins 50 % de membres indépendants. Les administrateurs indépendants sont une assurance de prioriser la protection du public.

Les cinq administrateurs indépendants seront recommandés par le conseil d'administration au ministre selon un profil de compétence et viendront compléter les compétences des administrateurs issus de l'industrie.

Le PL-7 introduit également à l'article 290.3 de la LDPSF la notion d'administrateurs dirigeants. De plus, le PL-7 introduit quatre groupes distincts parmi les administrateurs issus de l'industrie ainsi que trois catégories d'électeurs qui

représentent les trois disciplines encadrées par la Chambre. La présence de tous les secteurs de l'industrie au sein du conseil d'administration reflète davantage la réalité des différents modèles d'affaires de distribution. Ainsi, tous les pans de l'industrie seront présents au sein du conseil d'administration.

À cet effet, l'article 290.3 de la LDPSF prévoit ce qui suit:

« Les conditions d'éligibilité sont fixées par le règlement intérieur de la chambre.

Dans le cas de la Chambre de l'assurance de dommages, les membres élus du conseil d'administration doivent comprendre des dirigeants de cabinets ou d'assureurs qui appartiennent à chacun des groupes suivants:

- 1° les assureurs qui distribuent leurs produits principalement par l'entremise d'agents en assurance de dommages;
- 2° les cabinets, autres que des assureurs, inscrits dans la discipline de l'assurance de dommages qui exercent leurs activités par l'entremise de courtiers en assurance de dommages;
- 3° les assureurs qui distribuent leurs produits principalement par l'entremise de courtiers en assurance de dommages;
- 4° les cabinets, autres que des assureurs, inscrits dans la discipline de l'expertise en règlement de sinistre.

Les agents visés au paragraphe 1° du deuxième alinéa élisent, dans la proportion qu'ils représentent sur l'ensemble des membres de la Chambre, tout dirigeant d'un assureur visé à ce paragraphe.

Les courtiers visés au paragraphe 2° du deuxième alinéa élisent, dans la proportion qu'ils représentent sur l'ensemble des membres de la Chambre, tout dirigeant d'un cabinet visé à ce paragraphe, dont au moins un est dirigeant d'un cabinet regroupant 15 courtiers ou moins.

Les experts en règlement de sinistre élisent, dans la proportion qu'ils représentent sur l'ensemble des membres de la Chambre, tout dirigeant d'un assureur et d'un cabinet visés aux paragraphes 3° et 4° de cet alinéa.

Les membres élus du conseil d'administration doivent être titulaires d'un certificat dans les disciplines de l'assurance de dommages ou de l'expertise en règlement de sinistres à l'exception de l'un des dirigeants visés au paragraphe 1° du deuxième alinéa qui ne peut être titulaire d'un tel certificat. »

Les administrateurs doivent donc être élus par les membres de la Chambre, selon les modalités prévues à cet article de la Loi et dans la proportion que chaque catégorie de membres électeurs représente sur l'ensemble des membres de la Chambre.

Ainsi, la répartition des sièges qui correspond le mieux à la Loi et au principe de proportionnalité qui y est énoncé est celle qui crée le moins grand écart entre le pourcentage de représentativité des catégories de membres votants et le pourcentage d'administrateurs (ou sièges) qu'ils élisent, étant entendu qu'au minimum, chacun des quatre groupes doit disposer d'un siège.

Compte tenu des statistiques et proportions observées en date du 1er janvier 2012, la répartition des huit sièges élus au conseil d'administration prévue dans le Règlement intérieur est de 3-3-1-1, c'est à dire:

- 3 administrateurs dirigeants d'assureurs qui distribuent leurs produits principalement par l'entremise d'agents en assurance de dommages et élus par les agents;
- 3 administrateurs dirigeants de cabinets de courtage et élus par les courtiers;
- 1 administrateur dirigeant d'assureur qui distribue ses produits principalement par l'entremise de courtiers en assurance de dommages et élu par les experts en règlement de sinistres;
- 1 administrateur dirigeant de cabinet d'expertise en règlement de sinistres et élu par les experts en règlement de sinistres.

La répartition 3-3-1-1 présente un écart de 18,14 points de pourcentage, comme le démontre le tableau suivant :

	A		B		C		D		E	
Membres électeurs	Nombre de membres	% de membres	Nombre de sièges	% de sièges	Nombre de membres	% de membres	Nombre de sièges	% de sièges	Écart entre le % de membres et de siège (Valeur absolue) $E = B - D $	
Agents	4916	34,16%	3	37,5%					3,34	
Courtiers	6702	46,57%	3	37,5%					9,07	
Experts	2773	19,27%	2	25,0%					5,73	
Total	14391	100,00%	8	100,00%					18,14	

Note : aux fins du calcul, les deux sièges d'administrateurs élus par les experts en sinistre ont été regroupés (ce regroupement n'affecte pas les calculs).

Si une autre répartition avait été utilisée, comme par exemple 2-4-1-1, soit :

- 2 administrateurs dirigeants d'assureurs qui distribuent leurs produits principalement par l'entremise d'agents en assurance de dommages et élus par les agents;
- 4 administrateurs dirigeants de cabinets de courtage et élus par les courtiers;
- 1 administrateur dirigeant d'assureur qui distribue ses produits principalement par l'entremise de courtiers en assurance de dommages et élu par les experts en règlement de sinistres;
- 1 administrateur dirigeant de cabinet d'expertise en règlement de sinistres et élu par les experts en règlement de sinistres,

cette répartition 2-4-1-1 aurait présenté un écart de 18,32 points de pourcentage, comme le démontre le tableau suivant :

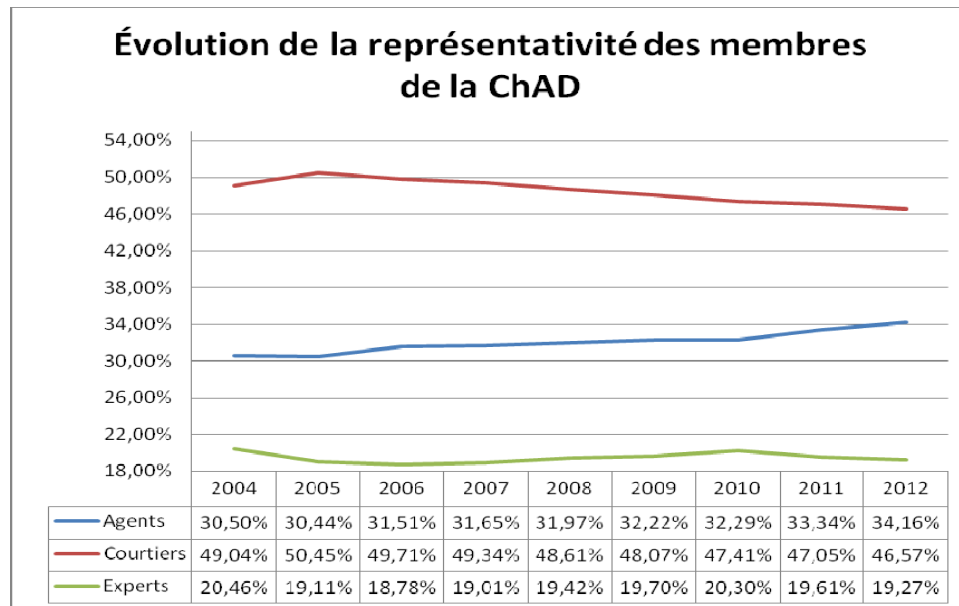
	A		B		C		D		E
Membres électeurs	Nombre de membres	% de membres	Nombre de sièges	% de sièges	Nombre de membres	% de membres	Nombre de sièges	% de sièges	Écart entre le % de membres et de siège (Valeur absolue) $E = B - D $
Agents	4916	34,16%	2	25,0%					9,16
Courtiers	6702	46,57%	4	50,0%					3,43
Experts	2773	19,27%	2	25,0%					5,73
Total	14391	100,00%	8	100,00%					18,32

Note : aux fins du calcul, les deux sièges d'administrateurs élus par les experts en sinistre ont été regroupés (ce regroupement n'affecte pas les calculs).

Conclusion:

La répartition 3-3-1-1 est celle qui minimise l'écart, en valeur absolue, entre le pourcentage de représentativité des catégories de membres votants et le pourcentage d'administrateurs (ou sièges) qu'ils élisent. Cette répartition 3-3-1-1 répond donc le plus adéquatement au critère de proportionnalité prévu dans la Loi.

De plus, la répartition 3-3-1-1 est également celle qui reflète l'évolution du pourcentage de représentativité des membres de la Chambre observée depuis 2004. Il va de soi que la Chambre s'assurera que le principe de proportionnalité enchâssé dans la Loi demeure respecté.



Après analyse, le Règlement intérieur reflète les différents changements apportés par le PL-7. La Chambre croit que ces modifications lui permettront de mieux réaliser sa mission de protection du public et d'encadrement des professionnels de l'industrie.

Finalement, afin d'alléger le Règlement intérieur, certaines dispositions contenant des formalités ou des règles procédurales, telles celles relatives au vote, ont été revues afin de tenir compte de la possibilité de tenir un vote électronique.

b) Les critères d'éligibilité pour les administrateurs et les membres des différents comités;

Les modifications apportées au Règlement intérieur visent principalement à consolider la crédibilité du conseil d'administration de la Chambre en rendant, par exemple, plus stricts les critères d'éligibilité aux postes d'administrateurs ainsi que de préciser les différents critères pour être qualifiés « d'indépendants » et de « dirigeants ».

Les critères pour être qualifiés « d'indépendants » s'inspirent de la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État* (L.R.Q., c G-1.02)ⁱ. Tandis que les critères pour être qualifiés de « dirigeants », découlent de la définition de cadres supérieurs que l'on retrouve dans une directive de l'Autorité des marchés financiersⁱⁱ.

c) Le mandat du CA et des comités;

Le mandat du conseil d'administration est précisé. Un nouveau comité est également créé, le Comité de nomination, qui a pour mandat de trouver des personnes qualifiées

pour devenir administrateurs, de vérifier leur éligibilité en regard de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* et du Règlement intérieur.

d) Les règles de rémunération;

Les administrateurs issus de l'industrie ne sont pas rémunérés pour leur participation au conseil d'administration. Ces dirigeants viennent contribuer à un organisme qui, en assurant la protection du public et l'intégrité des pratiques, augmente la confiance du public envers l'industrie. Il s'agit d'une forme d'investissement pour les administrateurs provenant de l'industrie. Cela leur donne également une meilleure compréhension de l'encadrement et des problématiques de l'industrie. C'est ce que reflètent aussi les pratiques de l'Association canadienne de courtiers de fonds mutuels (l'ACFM) et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (« l'OCRCVM »).

Pour les administrateurs indépendants, il est nécessaire et pertinent de les rémunérer puisqu'on leur demande de venir contribuer au bon fonctionnement d'un OAR dont ils ne sont pas membres. La Chambre souhaite avoir des personnes de qualité, qui vont mettre de côté d'autres opportunités pour consacrer leur temps et leur expertise à l'organisme.

1.2. Effets possibles

La Chambre estime que les modifications apportées au Règlement intérieur paraissent peu susceptibles d'avoir un impact sur les activités professionnelles des représentants encadrés par la Chambre.

La Chambre estime toutefois que ces modifications auront un impact positif sur l'industrie. En effet, les modifications devraient emporter un rehaussement de la confiance du public envers l'industrie de l'assurance de dommages.

2. Description du processus d'établissement des modifications

2.1. Contexte

Le conseil d'administration de la Chambre a donné mandat à son Comité de gouvernance et d'éthique de revoir le Règlement intérieur. C'est dans cette optique que le Règlement intérieur a été révisé. Le conseil d'administration a également demandé que la révision effectuée incorpore les demandes qu'il avait formulées depuis la dernière mise à jour du Règlement intérieur en 2006.

Par ailleurs, suite à la sanction du *Projet de Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le secteur financier* (PL-7), des modifications sont proposées dans

le Règlement intérieur pour s'ajuster aux modifications à la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*.

2.2. Processus

Les modifications apportées au Règlement intérieur ont été examinées par le Comité de gouvernance et d'éthique de la Chambre. Celui-ci a recommandé au conseil d'administration de la Chambre d'approuver ces modifications. Le conseil d'administration a pris connaissance des modifications proposées, a conclu que celles-ci étaient souhaitables et non contraires à l'intérêt public et les a approuvées lors de la séance du 14 décembre 2011. Nous vous référons à la résolution du conseil d'administration de la Chambre, laquelle est présentée en annexe de la présente analyse.

2.3. Plan de mise en vigueur

Puisque les modifications proposées au Règlement intérieur n'ont pas d'impact direct sur les activités professionnelles des représentants membres de la Chambre et sur le public, elles entreront en vigueur après leur approbation par l'Autorité des marchés financiers.

3. Points de référence

Concernant les modifications proposées, certaines comparaisons nous ont permis de repérer les meilleures pratiques et de constater que notre projet de Règlement intérieur, tout en tenant compte des particularités de la Chambre, reprend certaines des meilleures pratiques. Nous pouvons conclure que les modifications proposées sont justifiées car elles favorisent la crédibilité du conseil d'administration de la Chambre dans son rôle de protection du public.

4. Incidence de la modification sur les systèmes

Les modifications envisagées au Règlement intérieur ne nécessitent aucun changement aux systèmes informatiques utilisés par la Chambre.

5. Intérêt public

Après avoir pris connaissance des modifications suggérées par le Comité de gouvernance et d'éthique, le conseil d'administration a conclu que celles-ci étaient souhaitables et non contraires à l'intérêt public.

ⁱ Article 4 « Au moins les deux tiers des membres du conseil d'administration, dont le président, doivent, de l'avis du gouvernement, se qualifier comme administrateurs indépendants.

Un membre se qualifie comme tel s'il n'a pas, de manière directe ou indirecte, de relations ou d'intérêts, par exemple de nature financière, commerciale, professionnelle ou philanthropique, susceptibles de nuire à la qualité de ses décisions eu égard aux intérêts de la société.

Un administrateur est réputé ne pas être indépendant:

1° s'il est ou a été, au cours des trois années précédant la date de sa nomination, à l'emploi de la société ou de l'une de ses filiales en propriété exclusive;

2° s'il est à l'emploi du gouvernement, d'un organisme ou d'une entreprise du gouvernement au sens des articles 4 et 5 de la Loi sur le vérificateur général (chapitre V-5.01);

3° si un membre de sa famille immédiate fait partie de la haute direction de la société ou de l'une de ses filiales.

ⁱⁱ « Un cadre supérieur fait partie de la haute direction. Il relève directement d'un ou de plusieurs actionnaires, du président, du conseil d'administration ou du directeur général de l'entreprise. Il jouit d'un important pouvoir décisionnel, gère généralement du personnel cadre et participe à l'élaboration des orientations et des décisions qui visent l'ensemble de l'entreprise. »

<http://www.lautorite.qc.ca/files/pdf/reglementation/distribution/directives/2009mai29-directive-definition-expert-sinistre-fr.pdf>



**Règlement intérieur de la
Chambre de l'assurance de dommages**

Règlement intérieur de la Chambre de l'assurance de dommages

SECTION I – DÉFINITIONS ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 Définitions	6
Article 2 Siège social de la Chambre.....	6
Article 3 Symbole graphique	6

SECTION II - ASSEMBLÉE DES MEMBRES

Article 4 Assemblée générale	7
Article 5 Assemblée extraordinaire.....	7
Article 6 Avis de convocation	7
Article 7 Tenue de l'assemblée	7
Article 8 Quorum.....	7
Article 9 Vote	8
Article 10 Président et secrétaire d'assemblée.....	8
Article 11 Observateurs	8
Article 12 Égalité des voix.....	8
Article 13 Procédure	8

SECTION III – MODALITÉS RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 14 Composition du Conseil	9
Article 15 Critères pour être qualifié de dirigeant	9
Article 16 Critères pour être qualifié d'indépendant.....	9
Article 17 Conditions d'élection.....	10
Article 18 Éligibilité.....	10
Article 19 Formalités préalables au vote	10
Article 20 Formulaire.....	11
Article 21 Accusé de réception	11
Article 22 Un seul candidat à un poste	11
Article 23 Personnes habiles à voter	11
Article 24 Transmission des documents nécessaires au vote	11
Article 25 Bulletin de vote	11
Article 26 Omission involontaire	12
Article 27 Décompte des votes	12
Article 28 Candidats ex æquo.....	12
Article 29 Relevé	12

Article 30 Nombre insuffisant de candidatures -----	12
Article 31 Entrée en fonction -----	12

SECTION IV - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 32 Conseil d'administration -----	13
Article 33 Mandat du Conseil et durée des mandats des Administrateurs -----	13
Article 34 Éthique -----	13
Article 35 Vacance -----	13
Article 36 Irrégularités -----	14
Article 37 Allocation des Administrateurs indépendants et remboursement de dépenses -----	14

SECTION V - SÉANCES

Article 38 Convocation -----	15
Article 39 Séance extraordinaire -----	15
Article 40 Lieu des Séances -----	15
Article 41 Avis de convocation -----	15
Article 42 Contenu de l'avis de convocation -----	15
Article 43 Renonciation à l'avis de convocation -----	16
Article 44 Absence d'avis de convocation -----	16
Article 45 Quorum -----	16
Article 46 Vote -----	16
Article 47 Désignation du Président et du Vice-président -----	16
Article 48 Président du Conseil d'administration -----	16
Article 49 Vice-président du Conseil d'administration -----	17
Article 50 Durée des mandats -----	17
Article 51 Extension des mandats -----	17
Article 52 Secrétaire -----	17
Article 53 Président de Séance -----	17
Article 54 Présence lors des Séances -----	17
Article 55 Procès-verbaux -----	18
Article 56 Résolutions -----	18
Article 57 Prise d'effet -----	18
Article 58 Résolution signée -----	18
Article 59 Ajournement -----	18

SECTION VI - DIRIGEANTS ET EMPLOYÉS

Article 60 Président-directeur général -----	18
Article 61 Nomination du syndic et de l'adjoint au syndic -----	19

Article 62 Indemnisation en cas de poursuite -----	19
Article 63 Employés -----	20
SECTION VII - COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA CHAMBRE	
Article 64 Création des comités -----	20
Article 65 Mandats des comités -----	21
Article 66 Candidature -----	21
Article 67 Qualification -----	22
Article 68 Composition -----	22
Article 69 Limite -----	22
Article 70 Nomination -----	23
Article 71 Destitution -----	23
Article 72 Remboursement des dépenses -----	23
SECTION VIII - COMITÉ DE NOMINATION	
Article 73 Composition -----	23
Article 74 Appel de candidatures -----	23
Article 75 Formulaire -----	23
Article 76 Évaluation -----	24
Article 77 Présentation au Conseil -----	24
SECTION IX - COMITÉ DE DISCIPLINE	
Article 78 Composition -----	24
Article 79 Membres nommés par le Conseil -----	24
Article 80 Qualification -----	25
Article 81 Mandat -----	25
Article 82 Secrétaire du comité de discipline -----	25
Article 83 Publication des décisions -----	26
Article 84 Rapport annuel -----	26
SECTION X - COMITÉS SPÉCIAUX	
Article 85 Création de comités spéciaux -----	26
Article 86 Procédure -----	27
SECTION XI – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	
Article 87 Pouvoirs relatifs aux biens -----	27
Article 88 Opérations bancaires -----	27
Article 89 Signature -----	27

Article 90 Pouvoirs d'emprunt-----	28
Article 91 Contrats -----	28
Article 92 Processus d'adoption des règlements -----	28
Article 93 Publication des règlements -----	29
 SECTION XII - DISPOSITIONS FINANCIÈRES	
Article 94 Exercice financier -----	29
Article 95 Vérification -----	29
Article 96 Rapport annuel -----	29
 SECTION XIII – APPROBATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR	
Article 97 Décision du Conseil -----	29
Article 98 Modifications ultérieures-----	29
 SECTION XIV - ENTRÉE EN VIGUEUR	
Article 99 Entrée en vigueur-----	30
 ANNEXE 1 – SYMBOLE GRAPHIQUE DE LA CHAMBRE -----	
	31
 ANNEXE 2 - CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ADMINISTRATEURS ET DES MEMBRES DES COMITÉS DE LA CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES ET AFFIRMATION SOLENNELLE -----	
	32

Section I - DÉFINITIONS ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES**Article 1 - Définitions**

Pour l'application du présent règlement intérieur, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) Administrateur : un membre du conseil d'administration de la Chambre de l'assurance de dommages, issu de l'industrie ou indépendant;
- b) Autorité: l'Autorité des marchés financiers;
- c) Chambre : la Chambre de l'assurance de dommages;
- d) Conseil d'administration ou Conseil : le conseil d'administration de la Chambre;
- e) Groupe financier : un groupe financier au sens de l'article 147 de la Loi;
- f) Loi : la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q. c, D-9.2);
- g) Membre en règle de la Chambre ou Membre : les agents en assurance de dommages, les courtiers en assurance de dommages et les experts en sinistre dûment certifiés auprès de l'Autorité;
- h) Ministre : le ministre chargé de l'application de la Loi conformément à l'article 581 de la Loi;
- i) Président : le président du Conseil d'administration de la Chambre;
- j) Président-directeur général : le président-directeur général de la Chambre;
- k) Publications officielles de la Chambre : la ChADPresse et le site Internet de la Chambre;
- l) Séance : une séance du Conseil d'administration de la Chambre, dûment convoquée;
- m) Secrétaire : le secrétaire de la Chambre;
- n) Vice-président : le vice-président du Conseil d'administration de la Chambre;

Article 2 - Siège social de la Chambre

Le siège social de la Chambre est situé à Montréal, à l'endroit déterminé par le Conseil d'administration.

Article 3 - Symbole graphique

Le symbole graphique de la Chambre est celui qui est reproduit à l'annexe 1.

Section II - ASSEMBLÉE DES MEMBRES**Article 4 - Assemblée générale**

Le Conseil d'administration convoque l'assemblée générale des Membres de la Chambre au lieu et à la date qu'il détermine. L'assemblée générale ne porte que sur les sujets mentionnés à l'ordre du jour.

Article 5 - Assemblée extraordinaire

Le Conseil d'administration peut convoquer une assemblée extraordinaire des Membres. L'avis de convocation doit spécifier le ou les sujets qui seront étudiés lors de l'assemblée extraordinaire. L'assemblée extraordinaire ne porte que sur le ou les sujets mentionnés à l'ordre du jour.

Article 6 - Avis de convocation

L'assemblée générale des Membres est convoquée au moyen d'un avis écrit transmis à chacun des Membres au moins trente (30) jours avant la date fixée pour l'assemblée générale. Dans le cas d'une assemblée extraordinaire, ce délai est réduit à quinze (15) jours.

L'avis est accompagné d'un projet d'ordre du jour et indique la date, l'heure et l'endroit de l'assemblée.

L'avis de convocation est transmis à chaque Membre en utilisant les coordonnées qui figurent dans le registre des représentants prévu à l'article 234 de la Loi. L'avis peut être transmis par tout moyen, notamment: par la poste à l'adresse résidentielle du Membre, par télécopie aux coordonnées d'affaires du Membre, par courrier électronique ou par une annonce dans les Publications officielles de la Chambre.

L'omission involontaire de transmettre un avis de convocation à un Membre ou le fait que ce Membre ne l'ait pas reçu, n'a pas pour effet d'invalider l'assemblée ou d'invalider les résolutions adoptées ou les procédures accomplies lors de cette assemblée.

Article 7 – Tenue de l'assemblée

Le Conseil d'administration peut prévoir que l'assemblée se tiendra à l'aide de tout moyen de communication – téléphonique, électronique ou autre - permettant à tous les participants de voter et de communiquer immédiatement et adéquatement entre eux pendant l'assemblée.

Article 8 - Quorum

Les Membres présents constituent le quorum pour toute assemblée des Membres.

Article 9 - Vote

Chaque Membre présent a droit de vote. Le vote par procuration ou par anticipation n'est pas permis. Le vote se prend à mainlevée, à moins que la majorité des Membres présents demandent le scrutin secret. Dans ce cas, le président de l'assemblée nomme une ou des personnes pour agir comme scrutateurs.

Toutes les questions soumises à l'assemblée sont tranchées à la majorité des voix validement exprimées.

Article 10 - Président et secrétaire d'assemblée

L'assemblée des Membres est présidée par un président d'assemblée désigné par le Conseil d'administration.

Le président de l'assemblée veille au bon déroulement de l'assemblée. Le président de l'assemblée peut proposer le nom d'une personne pour agir à titre d'animateur lors des débats.

Le Secrétaire, ou une personne désignée par le Conseil d'administration, agit comme secrétaire d'assemblée.

Article 11 - Observateurs

Les Administrateurs, qui ne sont pas des Membres de la Chambre, peuvent participer à l'assemblée, prendre la parole mais ne peuvent voter.

À moins d'avis contraire du président d'assemblée, tout autre observateur peut assister aux délibérations de l'assemblée.

Article 12 - Égalité des voix

En cas d'égalité des voix, le président de l'assemblée a une voix prépondérante s'il est Membre de la Chambre.

Si le président de l'assemblée n'est pas Membre de la Chambre, la voix prépondérante est accordée à un Administrateur désigné par le Conseil d'administration qui est Membre de la Chambre.

Article 13 - Procédure

Les règles de procédures non prévues au présent règlement sont régies, par le président d'assemblée.

Section III- MODALITÉS RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**Article 14 - Composition du Conseil**

Conformément à la Loi, le Conseil d'administration est composé de treize (13) membres. Cinq (5) Administrateurs indépendants sont nommés par le Ministre à la suite d'une recommandation du Conseil d'administration. Les huit (8) Administrateurs issus de l'industrie sont élus par les Membres, conformément aux articles 290 et suivants de la Loi.

Conformément à l'article 290.3 de la Loi, les agents en assurance de dommages élisent trois (3) dirigeants d'assureurs qui distribuent leurs produits principalement par l'entremise d'agents en assurance de dommages, les courtiers en assurance de dommages élisent trois (3) dirigeants de cabinets de courtage, autre que des assureurs et les experts en sinistre élisent un (1) dirigeant d'assureur qui distribue ses produits principalement par l'entremise de courtiers en assurance de dommages et un (1) dirigeant de cabinet d'expertise en règlement de sinistres, autre qu'un assureur.

Les Administrateurs issus de l'industrie ne peuvent provenir d'un même groupe financier.

Article 15 - Critères pour être qualifié de dirigeant :

Un dirigeant fait partie de la haute direction de l'entreprise. Il s'agit d'un cadre supérieur qui jouit d'un important pouvoir décisionnel, gère généralement du personnel cadre et participe à l'élaboration des orientations et des décisions qui visent l'entreprise.

Article 16 - Critères pour être qualifié d'indépendant :

Un Administrateur peut être qualifié d'indépendant s'il satisfait aux conditions suivantes :

- a) il n'a pas occupé un emploi ou une charge dans l'industrie de l'assurance de dommages ou n'a pas fourni de services à la Chambre ou à une entreprise œuvrant dans l'industrie de l'assurance de dommages au cours des trois années précédant sa nomination;
- b) les membres de sa famille immédiate n'ont pas œuvré dans l'industrie de l'assurance de dommages ou à la Chambre au cours des trois années précédant sa nomination;
- c) il n'a pas, de manière directe ou indirecte, de relations ou d'intérêts, de nature financière, commerciale ou professionnelle, susceptibles d'influencer la qualité de ses décisions.

Aux fins du présent article, est un membre de la famille immédiate de cet Administrateur son conjoint, son enfant et l'enfant de son conjoint, sa mère, son père, le conjoint de sa mère ou de son père ainsi que le conjoint de son enfant ou de l'enfant de son conjoint.

Article 17 - Conditions d'élection

Le Conseil d'administration fixe la date des élections, nomme le président de scrutin et décide du moyen par lequel le vote s'exerce. Le vote peut être tenu, en tout ou en partie, sur support papier ou par tout autre moyen informatique, téléphonique ou électronique. L'heure de la clôture du scrutin est fixée à 17 heures.

Après avoir obtenu l'accord du Conseil, le président de scrutin peut, dans le but d'assurer le succès des élections, adapter une disposition de la section III du présent règlement à l'exception des articles 14, 15, 16 et 18 auxquels on ne peut déroger.

Le président du scrutin peut, si les circonstances l'exigent et après avoir obtenu l'accord du Conseil d'administration, arrêter le processus d'élection. Le Conseil d'administration fixe alors une nouvelle date d'élection.

Article 18 - Éligibilité

Pour être éligible, un candidat doit respecter les conditions édictées par les articles 290 et suivants de la Loi. De plus, le candidat ne doit pas :

- a) avoir fait l'objet d'une décision ou d'une sanction imposée par le Bureau des services financiers, le Bureau de décision et de révision ou l'Autorité;
- b) avoir fait l'objet d'une décision de culpabilité par le comité de discipline de l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec, du Conseil des assurances de dommages ou de la Chambre;
- c) avoir été déclaré ou s'être reconnu coupable d'une infraction ou d'un acte pénal ou criminel relié à ses activités professionnelles;
- d) être administrateur au sein d'une association de l'industrie de l'assurance de dommages qui a pour mission la protection des intérêts socioéconomiques de ses membres;
- e) avoir fait l'objet d'une décision d'un tribunal civil qui le tient responsable dans une matière reliée à ses activités professionnelles;
- f) être membre du même Groupe financier qu'un Administrateur déjà en fonction ou qu'un autre candidat;
- g) être candidat à une élection municipale, provinciale ou fédérale.

Article 19 - Formalités préalables au vote

Au plus tard 90 jours avant la date du scrutin, le président du scrutin transmet à chaque Membre de la Chambre, un avis indiquant la date du scrutin, les postes mis en élections, les conditions requises pour être candidat, la date limite pour recevoir les candidatures, les formalités de mise en candidature, de

même que les conditions requises pour voter. Cet avis est également publié dans les Publications officielles de la Chambre.

Article 20 - Formulaire

Au moins 40 jours avant la tenue du scrutin, le Conseil d'administration transmet au président du scrutin la liste des candidats à l'élection.

Article 21 - Accusé de réception

Le président du scrutin vérifie si les informations relatives à la déclaration solennelle d'éligibilité sont exactes. Il doit, au moins 30 jours avant la tenue du scrutin, faire parvenir un accusé de réception à chacun des candidats.

Article 22 - Un seul candidat à un poste

Si un seul candidat issu de l'industrie s'est présenté à un poste, le président du scrutin, tel que prévu à l'article 77, le déclare élu. L'Administrateur ainsi élu entre en fonction conformément à l'article 31.

Article 23 - Personnes habiles à voter

Seuls sont habiles à voter, les courtiers en assurance de dommages, les agents en assurance de dommages et les experts en sinistre qui sont dûment autorisés à exercer par l'Autorité, le 60^e jour avant la date du scrutin.

Article 24 - Transmission des documents nécessaires au vote

Au moins 15 jours avant la date fixée pour la tenue du scrutin, le président du scrutin transmet à chaque Membre ayant droit de vote, la documentation nécessaire à l'exercice de son droit de vote.

Article 25 - Bulletin de vote

Chaque bulletin de vote contient, à droite du nom de chaque candidat, un espace réservé à l'exercice du droit de vote.

Les électeurs expriment leur vote en marquant l'espace correspondant au candidat de leur choix.

Article 26 - Omission involontaire

L'omission involontaire, par le président du scrutin, de transmettre à un Membre habile à voter les documents prévus au présent règlement, ou le fait que cet électeur ne les ait pas reçus, n'a pas pour effet d'invalider les élections.

Article 27 - Décompte des votes

Le président du scrutin dresse un relevé de scrutin pour chacun des candidats. Il déclare élu aux postes d'Administrateurs les candidats qui ont récolté la majorité des voix exprimées.

Article 28 - Candidat ex æquo

Si plusieurs candidats au même poste recueillent le même nombre de votes, le président du scrutin procède à un tirage au sort pour déterminer lequel des candidats sera élu.

Article 29 - Relevé

La journée du dépouillement, le président du scrutin doit transmettre copie du relevé du scrutin à chacun des candidats. Il doit également en remettre une copie au Conseil d'administration.

Article 30 - Nombre insuffisant de candidatures

Lorsque les candidatures pour un poste sont insuffisantes ou qu'elles ne sont pas conformes à la Loi et au présent règlement, le Conseil d'administration désigne une personne pour combler le poste. L'Administrateur ainsi nommé est considéré valablement élu.

Article 31 - Entrée en fonction

À la suite du dépouillement, les Administrateurs entrent en fonction immédiatement après avoir complété l'affirmation solennelle qui figure à l'annexe 2.

Pour assurer une rotation annuelle, les mandats des nouveaux administrateurs élus en 2012 ont, exceptionnellement, la durée suivante :

- a) pour les Administrateurs visés par le groupe 1^o, un a un mandat d'un an, un a un mandat de deux ans et un a un mandat de trois ans;
- b) pour les Administrateurs visés par le groupe 2^o, un a un mandat d'un an, un a un mandat de deux ans et un a un mandat de trois ans;
- c) pour l'Administrateur visé par le groupe 3^o, un a un mandat d'un an;

- d) pour l'Administrateur visé par le groupe 4^o, un a un mandat de deux ans.

Aux fins du présent article, les expressions « groupe 1^o », « groupe 2^o », « groupe 3^o » et « groupe 4^o », réfèrent aux paragraphes 1^o à 4^o du deuxième alinéa de l'article 290.3 de la Loi.

Section IV – CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 32 - Conseil d'administration

Conformément à la Loi, les affaires de la Chambre sont administrées par un Conseil d'administration.

Article 33 - Mandat du Conseil et durée des mandats des Administrateurs

Le Conseil d'administration a notamment pour mandat de :

- a) s'assurer que la Chambre s'acquitte de sa mission;
- b) contrôler la situation financière de la Chambre;
- c) adopter le budget d'opération et les plans directeurs de la Chambre;
- d) s'assurer que les actions de la Chambre sont conformes aux lois et aux orientations établies.

Le mandat des Administrateurs élus est de trois (3) ans. Il ne peut être renouvelé qu'une seule fois.

Les mandats des Administrateurs indépendants sont d'une durée maximum de trois (3) ans tels que prévus à l'article 290.1 de la Loi.

Article 34 - Éthique

Les Administrateurs sont tenus de respecter le *Code d'éthique et de déontologie des administrateurs et des membres des comités de la Chambre de l'assurance de dommages*. À cette fin, chaque Administrateur doit signer et remettre au Secrétaire un exemplaire de la déclaration de respect de ce code d'éthique. Ces documents sont reproduits à l'annexe 2.

Article 35 - Vacance

Toute vacance à un poste d'Administrateur doit être comblée, conformément à l'article 300 de la Loi.

Il y a vacance au Conseil d'administration lorsqu'un Administrateur, le cas échéant :

- a) remet sa démission, par écrit, au Secrétaire ou annonce sa démission pendant une Séance;
- b) fait défaut, sur une période de douze (12) mois et sans motif jugé raisonnable par le Conseil d'administration, d'assister à trois (3) Séances pour lesquelles il a été dûment convoqué;

- c) décède;
- d) fait cession de ses biens, est sous le coup d'une ordonnance de séquestre prononcée en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C 1985, c B-3) ou fait l'objet d'un régime de protection du majeur ;
- e) cesse d'être titulaire d'un certificat, tel qu'exigé par le sixième alinéa de l'article 290.3 de la Loi;
- f) provient, suite à un changement, du même Groupe financier qu'un autre Administrateur;
- g) cesse d'être un dirigeant d'assureur ou de cabinet, tel qu'exigé par les articles 290.2 et 290.3 de la Loi;
- h) cesse d'être indépendant au sens des articles 290 de la Loi et 16 du présent règlement;
- i) devient administrateur au sein d'une association de l'industrie de l'assurance de dommages qui a pour mission la protection des intérêts socioéconomiques de ses membres;
- j) n'appartient plus au groupe duquel il est issu en vertu de l'article 290.3 de la Loi;
- k) fait l'objet d'une décision ou d'une sanction imposée par le Bureau de décision et de révision ou par l'Autorité;
- l) est déclaré ou s'est reconnu coupable d'une infraction ou d'un acte pénal ou criminel relié à ses activités professionnelles;
- m) fait l'objet d'une décision d'un tribunal civil qui le tient responsable dans une matière reliée à ses activités professionnelles;
- n) fait l'objet d'une décision du comité de discipline de la Chambre.

Article 36 - Irrégularités

Un acte posé par le Conseil d'administration ou par un des ses Administrateurs n'est pas nul en raison d'une irrégularité commise lors de l'élection ou de la nomination du Conseil d'administration ou de cet Administrateur ou en raison de son inhabilité.

Article 37 - Allocation des Administrateurs indépendants et remboursement de dépenses

Les Administrateurs ont droit, sur présentation de pièces justificatives, au remboursement des dépenses engagées dans l'exercice de leurs fonctions, conformément à la *Politique concernant les allocations de présence et le remboursement des dépenses*.

Les Administrateurs indépendants reçoivent une allocation annuelle de 2000 \$. Ils reçoivent également une allocation de 750 \$ pour chacune des Séances du Conseil ou des réunions d'un comité du Conseil d'administration à laquelle ils assistent.

En plus des allocations prévues au paragraphe précédent, un Administrateur indépendant reçoit, lorsqu'il préside un comité du Conseil, une allocation annuelle de 1000 \$. Lorsqu'il est Président du Conseil, il reçoit une allocation annuelle additionnelle de 20 000 \$.

Section V - SÉANCES

Article 38 - Convocation

Le Conseil d'administration tient des Séances aussi souvent que les intérêts de la Chambre l'exigent. Les Séances sont convoquées par le Secrétaire, à la demande du Président.

Conformément à la Loi, lorsque la situation l'exige et si tous les Administrateurs y consentent, les Administrateurs peuvent se réunir à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer entre eux verbalement, notamment par téléphone.

Article 39 - Séance extraordinaire

Une séance extraordinaire peut être convoquée, par le Secrétaire, à la demande écrite de trois (3) Administrateurs.

Article 40 - Lieu des Séances

Les Séances du Conseil d'administration se tiennent au siège social de la Chambre ou à tout autre endroit, au Québec, que détermine le Président ou le Conseil d'administration.

Article 41 - Avis de convocation

Toute convocation à une Séance doit être faite au moyen d'un avis écrit, transmis à chaque Administrateur au moins cinq (5) jours ouvrables avant la tenue de la Séance.

Un avis de convocation peut cependant être transmis aux Administrateurs, dans un délai de 24 heures précédant la Séance, par téléphone ou par tout autre moyen électronique. En cas d'urgence, le délai de convocation peut être réduit à douze (12) heures.

Article 42 - Contenu de l'avis de convocation

L'avis de convocation doit indiquer la date, le lieu et l'heure de la Séance et être accompagné d'un projet d'ordre du jour.

Article 43 - Renonciation à l'avis de convocation

Malgré les articles 41 et 42, et si tous les Administrateurs sont présents ou y consentent par écrit, la réunion peut avoir lieu sans avis de convocation préalable. Une Séance peut également avoir lieu, sans avis de convocation, si tous les Administrateurs absents de la séance en ratifient la tenue par la suite.

Article 44 - Absence d'avis de convocation

L'omission involontaire de transmettre un avis de convocation, ou le fait qu'un Administrateur ne l'ait pas reçu, n'a pas pour effet d'invalider une résolution adoptée ou une des procédures accomplies au cours de cette Séance du Conseil. Tout Administrateur qui se croit lésé et dont le vote aurait pu renverser une résolution adoptée à cette Séance peut cependant exiger qu'elle soit présentée à nouveau à la Séance suivante.

Article 45 - Quorum

Le quorum du Conseil d'administration est de sept (7) Administrateurs.

Article 46 - Vote

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à main levée, à la majorité des voix des Administrateurs présents. En cas d'égalité des voix, le président de la Séance a une voix prépondérante.

À la demande d'un Administrateur, le vote peut également se faire au scrutin secret. Le Secrétaire, ou toute autre personne que désigne le Conseil d'administration, agit alors à titre de scrutateur.

Article 47 - Désignation du Président et du Vice-président

Conformément à l'article 297 de la Loi, les Administrateurs désignent parmi eux le Président et le Vice-président.

À l'expiration de leur mandat, une nouvelle désignation pour les postes de Président et de Vice-président doit être faite.

Article 48 - Président du Conseil d'administration

Le Président préside les Séances du Conseil, agit comme principal porte-parole du Conseil et assume toute autre tâche que lui assigne le Conseil d'administration.

Article 49 - Vice-président du Conseil d'administration

Le Vice-président assiste le Président et remplit les fonctions que lui délègue le Président. Sous réserve de dispositions spécifiques du présent règlement, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir du Président, le Vice-président exerce les fonctions du Président.

Article 50 - Durée des mandats

Les mandats du Président et du Vice-président sont d'une durée de 2 ans. Ils peuvent être reconduits une seule fois.

Article 51 - Extension des mandats

À l'expiration de leur mandat, le Président et le Vice-président demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Article 52 - Secrétaire

Le Conseil d'administration nomme le Secrétaire. En cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire, le Conseil d'administration désigne toute autre personne pour agir à ce titre.

Le Secrétaire doit transmettre aux Administrateurs l'avis de convocation ainsi que l'ordre du jour des Séances. Il assiste aux Séances du Conseil d'administration, rédige et conserve les avis de convocation, les ordres du jour et les procès-verbaux des Séances. Il est le gardien de tous les livres, registres, documents et archives de la Chambre. Il doit, en outre, exercer toutes autres fonctions ou charges qui lui sont dévolues par le Conseil d'administration ou par le Président.

Article 53 - Président de Séance

En cas d'absence ou d'empêchement du Président et du Vice-président, les Administrateurs présents désignent parmi eux celui qui présidera la Séance.

Article 54 - Présence lors des Séances

Seuls les Administrateurs, le Président-directeur général, le Secrétaire et son adjoint sont admis à une Séance du Conseil d'administration. Peuvent également être admis, sur autorisation du président de la séance ou du Conseil d'administration, les membres des différents comités, les cadres et les employés de la Chambre, de même que toute personne dont la présence est requise, de façon ponctuelle, pour les travaux du Conseil d'administration.

Article 55 - Procès-verbaux

Le procès-verbal d'une Séance est adopté au début de la Séance suivante, à moins que les Administrateurs alors présents n'en reportent l'adoption à une Séance ultérieure. Le procès-verbal doit être signé par le président de la séance et le Secrétaire.

Article 56 - Résolutions

Le Conseil d'administration exerce ses pouvoirs par résolution.

Article 57 - Prise d'effet

Toute résolution a effet à compter de son adoption, à moins que le Conseil d'administration n'en décide autrement.

Le Président peut également surseoir à l'exécution d'une résolution si des faits nouveaux sont portés à sa connaissance après la Séance du Conseil d'administration où elle a été adoptée. Il doit en aviser le Conseil au plus tard à la Séance suivante.

Article 58 - Résolution signée

Une résolution écrite, signée par tous les Administrateurs, a la même valeur que si elle avait été adoptée en cours de Séance. Une telle résolution peut être signée par les Administrateurs sur des exemplaires différents, l'ensemble des documents ainsi signés étant alors réputés ne constituer qu'un seul original. Un exemplaire de cette résolution est conservé avec les procès-verbaux des Séances du Conseil d'administration.

Article 59 - Ajournement

Qu'il y ait quorum ou non, une Séance du Conseil d'administration peut être ajournée en tout temps, à toute autre heure ou date indiquée par le président de cette séance ou par le vote majoritaire des Administrateurs présents. Cette Séance peut alors être tenue sans qu'il soit nécessaire de la convoquer de nouveau.

Section VI - DIRIGEANTS ET EMPLOYÉS**Article 60 - Président-directeur général**

Le Conseil d'administration nomme un Président-directeur général. Il fixe sa rémunération. Le Président-directeur général est le premier dirigeant exécutif et est responsable de l'administration de la Chambre. À cette fin, il doit, entre autres :

- a) diriger et contrôler les activités et les ressources de la Chambre le plus efficacement possible eu égard aux objectifs poursuivis;
- b) remplir les devoirs liés à sa charge conformément à la Loi et aux règlements et exécuter les mandats confiés par le Conseil d'administration;
- c) engager le personnel selon le plan d'effectifs et les normes établis par règlement;
- d) diriger et évaluer le personnel de la Chambre;
- e) prévoir, en cas d'absence, des substituts pouvant assumer les responsabilités qui lui sont dévolues par le présent règlement;
- f) voir à ce que la Chambre transmette les rapports et autres documents requis par la Loi et les règlements;
- g) agir à titre de principal porte-parole de la Chambre;
- h) assister aux Séances du Conseil d'administration.

La signature du Président-directeur général donne force et autorité à tout document attribué à la Chambre.

Le Président-directeur général ne peut être destitué sans l'accord d'au moins les deux tiers des voix exprimées par les Administrateurs présents lors d'une réunion tenue spécialement à cette fin. Préalablement à la tenue du vote, le Conseil d'administration doit lui donner l'occasion de présenter ses observations.

Article 61 - Nomination du syndic et de l'adjoint au syndic

Conformément à la Loi, le Conseil d'administration nomme un syndic et peut nommer un adjoint au syndic.

Pour préserver leur indépendance, ils ne peuvent être destitués de leur fonction sans l'accord d'au moins les deux tiers des voix exprimées par les Administrateurs présents lors d'une réunion tenue spécialement à cette fin. Préalablement à la tenue du vote, le Conseil d'administration doit leur donner l'occasion de présenter leurs observations.

Article 62 - Indemnisation en cas de poursuite

La Chambre assume la défense et le paiement des dommages et intérêts, le cas échéant, d'un Administrateur, d'un membre d'un comité, d'un dirigeant ou d'un employé de la Chambre qui est poursuivi par un tiers pour une omission ou un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

Toutefois, lorsque l'une de ces personnes fait l'objet d'une poursuite pénale ou criminelle, la Chambre n'assume le paiement de ses dépenses que lorsque cette dernière avait des motifs raisonnables de croire

que sa conduite était conforme à la Loi ou qu'elle a été libérée ou acquittée ou que la poursuite a été retirée ou rejetée.

La Chambre doit souscrire une assurance de responsabilité adéquate pour couvrir la responsabilité des Administrateurs, membres des comités, dirigeants et employés de la Chambre.

Article 63 - Employés

Les employés de la Chambre doivent remplir honnêtement, fidèlement et, de façon responsable, les devoirs et fonctions qui leur sont dévolus.

Ils doivent s'engager à respecter le *Code d'éthique et de déontologie des employés de la Chambre* qui figure dans le *Guide des politiques de rémunération et des conditions de travail* des employés de la Chambre. De plus, ils doivent s'engager individuellement à n'utiliser les informations personnelles auxquelles ils ont accès dans le cadre de leurs fonctions, qu'aux fins pour lesquelles elles ont été obtenues. Ils doivent, à cet égard, signer l'affirmation solennelle qui apparaît dans le *Guide des politiques de rémunération et des conditions de travail*.

Un employé qui fait défaut de respecter le code d'éthique est passible de congédiement.

Section VII - COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA CHAMBRE

Article 64 - Création des comités

Comités du Conseil d'administration

Les comités du Conseil d'administration sont les suivants : le Comité de gouvernance et d'éthique, le Comité de nomination, le Comité de vérification et le Comité sur les affaires de régulation.

Les membres de ces comités sont tous des Administrateurs.

Les trois premiers comités sont présidés par des Administrateurs indépendants.

Comités de la Chambre

Les comités de la Chambre sont les suivants : le Comité du développement professionnel et le Comité de déontologie et de règles de pratique.

À l'exception des Administrateurs, les membres de ces comités sont tous des Membres de la Chambre.

Ces comités sont présidés par des Administrateurs.

Article 65 - Mandats des comités**Comité de gouvernance et d'éthique**

Le Comité de gouvernance et d'éthique a pour mandat d'élaborer des règles de gouvernance, d'éthique et de déontologie pour la conduite des affaires de la Chambre. Il s'intéresse à la composition des comités, à la formation des Administrateurs ainsi qu'au processus d'évaluation du fonctionnement de la gouvernance de la Chambre. Il a également la responsabilité d'élaborer les différentes politiques des ressources humaines concernant l'évaluation et la rémunération du Président-directeur général ainsi que le plan de relève de la Chambre.

Comité de nomination

Le Comité de nomination a pour mandat de trouver des personnes qualifiées pour devenir Administrateurs, de vérifier leur éligibilité et de les présenter au Conseil d'administration.

Comité de vérification

Le Comité de vérification est chargé d'étudier toute question concernant la situation financière de la Chambre. Il a également pour mandat de promouvoir et de faciliter l'exercice de la fonction d'audit au sein de l'organisation. Il formule des avis quant à la gestion des risques, l'optimisation des ressources dont la rémunération globale des employés et la qualité des contrôles internes de gestion.

Comité sur les affaires de régulation

Le Comité sur les affaires de régulation a pour mandat de commenter les lois et d'élaborer ou de réviser les règlements et politiques concernant la distribution en assurance de dommages et le règlement de sinistres.

Comité du développement professionnel

Le Comité du développement professionnel a pour mandat de proposer les orientations en matière de formation continue pour les agents en assurance de dommages, les courtiers en assurance de dommages et les experts en sinistre. Il formule, entre autres, des avis sur le *Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages* et sur le *Règlement sur les critères d'obtention des titres de courtier d'assurance associé et de courtier d'assurance agréé*.

Le Comité de déontologie et de règles de pratique

Le Comité de déontologie et de règles de pratique a pour mandat d'examiner et d'émettre des avis sur des questions d'éthique professionnelle, de déontologie et de pratiques de l'industrie. Il développe également des outils visant à aider les Membres à maintenir des pratiques professionnelles de qualité et conformes aux exigences légales, réglementaires et déontologiques.

Article 66 - Candidature

Tout Membre qui désire poser sa candidature pour agir à titre de membre d'un comité de la Chambre, ou pour occuper toute autre charge pour laquelle une procédure particulière n'est pas prévue au présent règlement ou à tout autre règlement de la Chambre, doit faire parvenir sa candidature au Président-directeur général de la Chambre.

Article 67 - Qualification

Le Membre qui désire poser sa candidature pour les différents comités de la Chambre ne doit pas :

- a) avoir fait l'objet d'une décision ou d'une sanction imposée par le Bureau des services financiers, le Bureau de décision et de révision ou l'Autorité;
- b) avoir fait l'objet d'une décision de culpabilité par le comité de discipline de l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec, du Conseil des assurances de dommages ou de la Chambre ;
- c) avoir été déclaré ou s'être reconnu coupable d'une infraction ou d'un acte pénal ou criminel relié à ses activités professionnelles;
- d) avoir fait l'objet d'une décision d'un tribunal civil qui le tient responsable dans une matière relié à ses activités professionnelles;
- e) être candidat à une élection municipale, provinciale ou fédérale.

Lorsque la nature du comité le requiert, le Conseil d'administration peut fixer des conditions d'éligibilité additionnelles qu'il juge nécessaires.

Article 68 - Composition

Chaque comité de la Chambre doit, autant que possible, être formé de Membres provenant des trois disciplines encadrées par la Chambre, soient les courtiers en assurance de dommages, les agents en assurance de dommages et les experts en sinistre.

Article 69 - Limite

À l'exception du Comité de nomination, un comité ne peut octroyer des contrats ni engager des dépenses au nom de la Chambre, à moins d'avoir obtenu une autorisation préalable du Conseil d'administration. Il ne peut non plus faire appel à des ressources humaines externes sans avoir préalablement obtenu l'approbation du Conseil d'administration ou du Président-directeur général, selon le type de ressources nécessaires.

Le Comité de nomination peut engager des sommes allant jusqu'à un maximum de 25 000 \$ pour faire la recherche de candidats potentiels pour occuper les postes d'administrateurs.

Article 70 - Nomination

Le Conseil d'administration nomme chacun des membres des comités sur recommandation du Comité de gouvernance et d'éthique. Il désigne également les présidents de tous les comités du Conseil et de la Chambre.

Le mandat d'un membre d'un comité de la Chambre est d'une durée limitée de deux ans. Il ne peut, à moins d'une décision contraire du Conseil d'administration, faire l'objet que d'un seul renouvellement.

Article 71 - Destitution

Le Conseil d'administration de la Chambre peut, en tout temps, destituer tout membre d'un comité, à l'exception du Président et du Vice-président du comité de discipline, et le remplacer par quelqu'un d'autre. Le Conseil d'administration peut également procéder à toute autre modification dans la composition d'un comité.

Article 72 - Remboursement des dépenses

Les membres d'un comité de la Chambre ont uniquement droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, selon la politique prévue à cette fin.

Section VIII - COMITÉ DE NOMINATION**Article 73 - Composition**

Le comité de nomination est composé de quatre (4) Administrateurs. Deux (2) sont des Administrateurs élus et deux (2) sont des Administrateurs indépendants.

Article 74 - Appel de candidatures

Le Comité de nomination procède à un appel de candidatures concernant les postes d'Administrateurs à pourvoir. L'appel de candidatures doit être diffusé publiquement dans des forums permettant de rejoindre l'ensemble des candidats potentiels et des parties prenantes de la Chambre. L'appel de candidatures doit prévoir les conditions requises pour être candidat, la date limite pour recevoir les candidatures et les formalités de mise en candidature.

Article 75 - Formulaire

Le Comité de nomination rend disponible un formulaire de mise en candidature selon les modalités qu'il estime nécessaires. Le formulaire est accompagné d'une déclaration solennelle d'éligibilité. De plus, chaque candidat doit joindre, au formulaire de mise en candidature, son curriculum vitæ.

Les candidats issus de l'industrie doivent faire parvenir au Comité de nomination, leur formulaire de mise en candidature, leur déclaration solennelle d'éligibilité, leur curriculum vitæ, une photographie récente mesurant au plus 5 cm par 7 cm et une note biographique d'au plus 200 mots, au moins 60 jours avant la date fixée pour le scrutin. L'heure limite pour la réception des formulaires de mise en candidature et des documents afférents est fixée à 17 h 00.

Article 76 - Évaluation

Le Comité de nomination s'assure de l'éligibilité des candidats au regard des conditions édictées par la Loi et par le présent règlement.

Le Comité de nomination étudie les candidatures soumises et recommande au Conseil d'administration un nombre de candidats qualifiés correspondant aux postes d'Administrateurs indépendants qui sont à pourvoir.

Le Comité de nomination évalue, de concert avec le Conseil d'administration, les candidats indépendants en fonction de leur capacité d'apporter un éventail de connaissances, de compétences et d'expérience qui répond aux besoins identifiés.

Article 77 - Présentation au Conseil

Lorsque les candidats issus de l'industrie répondent aux critères de la Loi et du présent Règlement intérieur, le Comité de nomination doit les présenter au Conseil d'administration qui les propose à l'élection.

Lorsque les candidats indépendants répondent aux critères de la Loi et du présent Règlement intérieur, le Comité de nomination procède à la sélection et les propose au Conseil d'administration qui les recommande au Ministre.

Section IX - COMITÉ DE DISCIPLINE

Article 78 - Composition

Conformément à la Loi, le comité de discipline est formé d'un président et d'un vice-président nommés par le Ministre et de membres nommés par le Conseil d'administration.

Article 79 - Membres nommés par le Conseil

Pour chaque discipline, le Conseil nomme, parmi les Membres exerçant leurs fonctions depuis au moins dix (10) ans, des membres du Comité de discipline pour chaque secteur de commercialisation.

Article 80 - Qualification

Pour agir à titre de membre du Comité de discipline, un Membre de la Chambre ne doit pas :

- a) avoir fait l'objet d'une décision ou d'une sanction imposée par le Bureau des services financiers, le Bureau de décision et de révision ou l'Autorité;
- b) avoir fait l'objet d'une décision de culpabilité par le comité de discipline de l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec, du Conseil des assurances de dommages ou de la Chambre ;
- c) faire l'objet d'une plainte référée devant le Comité de discipline de la Chambre, pour laquelle aucune décision n'a été rendue;
- d) avoir été déclaré ou s'être reconnu coupable d'une infraction ou d'un acte pénal ou criminel relié à ses activités professionnelles;
- e) être administrateur au sein d'une association de l'industrie de l'assurance de dommages qui a pour mission la protection des intérêts socioéconomiques de ses membres;
- f) avoir fait l'objet d'une décision d'un tribunal civil qui le tient responsable dans une matière reliée à ses activités professionnelles;
- g) être candidat à une élection municipale, provinciale ou fédérale.

Le membre du comité de discipline doit, pour chaque dossier, signer l'affirmation solennelle prévue à l'article 366.1 de la Loi.

Article 81 - Mandat

Conformément à la Loi, le mandat du président du comité de discipline est d'au plus cinq (5) ans. Le mandat des autres membres est d'au plus trois (3) ans.

À l'expiration de leur mandat, les membres du comité de discipline demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Article 82 – Secrétaire du comité de discipline

Le secrétaire du comité de discipline est nommé par résolution du Conseil. Il doit faire partie du personnel permanent de la Chambre.

Le secrétaire du comité de discipline voit à la préparation et à la conservation des dossiers du comité et des procès-verbaux ainsi qu'à l'enregistrement mécanique ou sténographique des auditions. Il tient également un rôle d'audition qui est accessible au public et qu'il affiche au moins dix jours avant la date fixée pour la tenue d'une audition.

Le secrétaire fait signifier à un Membre de la Chambre, de la manière prévue au Code de procédure civile, une plainte portée contre lui, à l'établissement auquel il est rattaché selon le registre de l'Autorité.

Le secrétaire doit transmettre à l'Autorité et à la Chambre toute décision exécutoire du comité de discipline.

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire, le Président-directeur général nomme temporairement quelqu'un pour le remplacer. Le Conseil d'administration doit, par la suite, nommer un nouveau secrétaire.

Article 83 – Publication des décisions

À moins d'une décision à l'effet contraire par le comité de discipline, un résumé de la décision disciplinaire rendue à l'égard d'un Membre est publié dans les Publications officielles de la Chambre.

Lorsqu'une décision disciplinaire ordonnant la suspension ou la radiation provisoire, temporaire ou permanente d'un Membre devient exécutoire, un avis de la décision est publié dans les Publications officielles de la Chambre.

De plus, lorsqu'une décision disciplinaire ordonnant la radiation permanente d'un Membre devient exécutoire, le secrétaire doit faire publier un avis de la décision dans un journal circulant dans le lieu où se situe l'établissement auquel le Membre est rattaché ou était rattaché.

Article 84 - Rapport annuel

Le comité de discipline doit transmettre à la Chambre et à l'Autorité, un rapport annuel de ses activités.

Le rapport doit contenir, pour chaque secteur de commercialisation, les éléments suivants :

- a) nombre de plaintes reçues;
- b) sujet des plaintes reçues;
- c) nombre d'enquêtes effectuées;
- d) journées d'auditions du comité de discipline;
- e) nombre de suspensions et d'exclusions;
- f) nombre de plaintes rejetées;
- g) nombre de plaintes conduites par le syndic;
- h) nombre d'appels interjetés.

Ce rapport est intégré dans le rapport annuel de la Chambre.

Section X - Comités spéciaux

Article 85 – Création de comités spéciaux

Le Conseil d'administration peut créer des comités spéciaux pour traiter de sujets particuliers, selon les besoins de la Chambre. Il doit en nommer les responsables ainsi que les membres et les dissoudre une fois leur mandat accompli. Les comités spéciaux constituent un forum de consultation et de concertation sur des sujets préétablis.

Article 86 - Procédure

Sous réserve des dispositions de la Loi ou du présent règlement, le Conseil d'administration peut, par résolution, établir les règles relatives à la formation des comités spéciaux, à la convocation et à la tenue des réunions, au quorum applicable, et à la procédure à suivre lors des réunions.

Les membres d'un comité spécial ont droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, selon la politique prévue à cette fin.

Section XI – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**Article 87 - Pouvoirs relatifs aux biens**

Sous réserve des limites imposées par la Loi, le Conseil d'administration peut, notamment, suivant les termes et conditions qu'il estime justes, acheter, louer, vendre, échanger, acquérir ou aliéner de toute autre façon, tout bien mobilier et immobilier de la Chambre ou tout intérêt s'y rapportant.

Article 88 - Opérations bancaires

Sous réserve de dispositions spécifiques du présent règlement, le Conseil d'administration peut définir, par résolution, les circonstances et les modalités selon lesquelles il obtient des services lui permettant :

- a) d'effectuer des dépôts en argent;
- b) d'effectuer des placements à court terme;
- c) de contracter des emprunts;
- d) de confier la garde de titres ou de valeurs.

La résolution peut prévoir la délégation des pouvoirs visés dans le présent article à l'un des Administrateurs, au Président-directeur général, au Secrétaire ou à tout autre employé.

Article 89 - Signature

Toute opération régulière d'un montant de cinquante mille dollars (50 000 \$) et moins, tels un chèque, une lettre de change, un billet à ordre ou tout autre effet négociable, doit être autorisée par le Président-directeur général ou, en son absence, par le Secrétaire, et par le directeur des services administratifs de la Chambre. En l'absence du directeur des services administratifs, l'opération doit être autorisée par le Président-directeur général et par le Secrétaire.

Toute opération régulière d'un montant de plus de cinquante mille dollars (50 000 \$), tels un chèque, une lettre de change, un billet à ordre ou tout autre effet négociable, doit être autorisée par le Président-directeur général ou, en son absence, par le Secrétaire, et par un Administrateur, soit le Président, le Vice-président ou un Administrateur désigné à cette fin par résolution du Conseil d'administration.

Article 90 - Pouvoirs d'emprunt

Le Conseil d'administration peut, s'il le juge opportun :

- a) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la Chambre;
- b) hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers et immobiliers, présents ou futurs de la Chambre, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins. L'hypothèque, le nantissement, ou le gage devra être constitué par acte de fidéicommiss, conformément à la Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales (L.R.Q., c. P-16), ou de toute autre manière;
- c) hypothéquer ou nantir les immeubles ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la Chambre, ou donner ces diverses garanties pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la Chambre.

Article 91 - Contrats

Les contrats et autres documents requérant la signature de la Chambre doivent respecter les conditions prévues à la *Politique des fournisseurs et politique d'achat de produits et services* de la Chambre.

Article 92 - Processus d'adoption des règlements

Les règlements de la Chambre sont adoptés ou modifiés par le Conseil d'administration.

Dans les cas où la Loi requiert qu'un règlement ou une modification à un règlement soit approuvé par l'Autorité, le règlement ou la modification entre en vigueur et produit ses effets à compter de cette approbation, à moins que le Conseil n'ait établi une date ultérieure d'entrée en vigueur.

Dans les cas où la loi requiert qu'un règlement ou une modification à un règlement soit approuvé par les Membres, le règlement ou la modification entre en vigueur et produit ses effets à compter de son approbation par les Membres ou à toute date ultérieure fixée par le Conseil.

Dans les cas où la loi ne requiert aucune forme d'approbation particulière, le règlement ou la modification entre en vigueur à la date fixée par le Conseil d'administration.

Article 93 - Publication des règlements

Un règlement de la Chambre, non soumis à l'approbation du gouvernement, du Ministre, de l'Autorité ou de ses Membres et qui les affectent, doit faire l'objet de deux publications dans les Publications officielles de la Chambre.

Le règlement, dans sa forme de projet, est publié une première fois, accompagné d'un avis qui invite tout intéressé à transmettre ses commentaires dans les 30 jours de cette publication.

Après l'expiration de ce délai, le règlement fait l'objet d'une deuxième publication dans les Publications officielles de la Chambre. Le règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de cette deuxième publication, à moins que le Conseil d'administration n'ait fixé une date différente.

Section XII - DISPOSITIONS FINANCIÈRES**Article 94 - Exercice financier**

Conformément à la Loi, l'exercice financier de la Chambre se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 95 - Vérification

Chaque année, la Chambre fait vérifier ses livres et comptes par un auditeur externe et indépendant.

Article 96 - Rapport annuel

La Chambre produit, à chaque année, un rapport de ses activités.

Section XIII APPROBATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR**Article 97 - Décision du Conseil**

Le règlement intérieur de la Chambre doit être approuvé à la suite du vote d'au moins deux tiers des Administrateurs présents lors de la Séance où ont lieu les discussions sur le règlement. Les Administrateurs peuvent l'adopter tel quel ou proposer les modifications qu'ils estiment nécessaires.

Article 98 - Modifications ultérieures

Les abrogations ou modifications apportées au présent règlement doivent être approuvées à la suite du vote d'au moins deux tiers des Administrateurs présents lors de la Séance où ont lieu les discussions sur le règlement.

Section XIV**Article 99 - Entrée en vigueur**

Le présent règlement et ses modifications entrent en vigueur à la date fixée par le Conseil d'administration de la Chambre.

Adopté, à l'exception de la section IV, le 15 septembre 1999.

Amendé le 24 mai 2000.

Section IV adoptée le 24 mai 2000.

Amendé le 23 août 2000.

Amendé le 6 novembre 2000.

Amendé le 18 décembre 2000.

Amendé le 21 février 2001.

Amendé le 21 novembre 2001.

Refondu et réédité le 15 février 2002.

Le présent règlement a été republié et réédité le 15 février 2002.

Amendé le 14 février 2003.

Amendé le 1er février 2004.

Amendé le 17 décembre 2004, suite à l'approbation de l'Autorité des marchés financiers.

Amendé le 21 juillet 2006, suite à l'approbation de l'Autorité des marchés financiers.

Refondu et réédité le _____, suite à l'approbation de l'Autorité des marchés financiers.

ANNEXE 1 SYMBOLE GRAPHIQUE



ANNEXE 2 CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ADMINISTRATEURS ET DES MEMBRES DES COMITÉS DE LA CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

SECTION I - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Ce Code s'applique aux Administrateurs du Conseil d'administration de la Chambre de l'assurance de dommages ainsi qu'aux membres des comités de la Chambre. Il a pour objet de préciser les règles d'éthique et de déontologie qu'ils doivent respecter afin de contribuer à la mission de protection du public de la Chambre.

Ce Code responsabilise les Administrateurs et les membres des comités tout en favorisant leur indépendance, légitimité et crédibilité dans l'exercice des fonctions qui leur sont dévolues.

Les règles qui suivent doivent guider les comportements des Administrateurs et des membres des comités dans le but de maintenir la confiance du public dans l'intégrité de l'administration de la Chambre.

SECTION II – DEVOIRS GÉNÉRAUX

Article 1 Contribution à la réalisation de la mission de la Chambre

L'Administrateur, ou le membre d'un comité doit contribuer à la mission de protection du public de la Chambre. Il doit privilégier l'intérêt de la Chambre sur celui du groupe dont il est issu. L'intérêt de la Chambre doit primer lorsqu'il conseille ou prend une décision en son nom. Il ne doit pas défendre les intérêts d'un groupe en particulier, seule la protection du public doit le guider dans ses décisions.

L'Administrateur ou le membre de comité doit, dans l'exercice de ses fonctions, prendre ses décisions indépendamment de toutes considérations reliées à d'autres organisations auxquelles il peut être rattaché, notamment, celles ayant pour but de défendre les intérêts socioéconomiques des membres de l'industrie de l'assurance de dommages et de l'expertise en règlement de sinistres.

Article 2 Loyauté, honnêteté et intégrité

L'Administrateur ou le membre de comité doit agir avec loyauté, honnêteté, prudence, intégrité. Il doit faire passer les intérêts de la Chambre avant les siens ou ceux de toute autre organisation.

Il ne doit pas utiliser à son profit ou à celui d'une autre personne l'information à laquelle il a accès dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Il a une obligation de divulguer aux autres Administrateurs ou aux autres membres de comité toute information qui est pertinente ou importante pour la Chambre.

L'Administrateur ou le membre de comité doit respecter les lois, règlements et politiques en vigueur.

Article 3 Utilisation des biens

L'Administrateur ou le membre de comité ne doit pas confondre les biens de la Chambre avec les siens et ne peut les utiliser à son profit ou au profit de tiers.

Article 4 Discrétion, confidentialité et réserve

L'Administrateur ou le membre de comité doit faire preuve de discrétion et il doit respecter la confidentialité de l'information à laquelle il a accès. Il ne doit pas divulguer ou utiliser à son profit ou au profit d'un tiers l'information obtenue dans l'exercice de ses fonctions.

Il doit respecter la confidentialité des délibérations du Conseil d'administration ou d'un comité, des documents internes qui sont révélés ou remis et des renseignements obtenus dans l'exercice de ses fonctions.

L'Administrateur ou le membre de comité doit assurer la confidentialité des documents, de leur communication à leur destruction.

L'Administrateur ou le membre de comité doit être solidaire des décisions prises majoritairement par les Administrateurs ou les membres de comités.

L'Administrateur ou le membre de comité ne peut faire des représentations publiques au nom de la Chambre. Il doit adresser toute demande de renseignements au Président-directeur général.

L'Administrateur ou le membre de comité ne peut pas s'ingérer ni tenter d'intervenir dans les dossiers traités par le bureau du syndic ou le comité de discipline.

Article 5 Cadeau et avantage

L'Administrateur ou le membre de comité doit faire preuve d'indépendance et éviter d'être redevable envers qui que ce soit. À cet égard, il ne doit pas donner ou recevoir, directement ou indirectement, quelque cadeau, service, avantage ou faveur.

Il doit s'abstenir d'utiliser ses fonctions à la Chambre pour obtenir un avantage, quel qu'il soit.

Article 6 Disponibilité

L'Administrateur ou le membre de comité s'engage à offrir la meilleure disponibilité possible dans l'exécution de son mandat.

Article 7 Activités politiques

L'Administrateur ou le membre de comité doit, dans l'exercice de ses fonctions, prendre des décisions indépendamment de toutes considérations politiques partisans.

L'Administrateur ou le membre de comité qui se porte candidat à une élection municipale, provinciale ou fédérale doit démissionner.

Article 8 Fin de mandat

Même après avoir quitté ses fonctions, l'Administrateur ou le membre de comité doit respecter la confidentialité de l'information à laquelle il a eu accès. Il ne doit pas divulguer ou utiliser à son profit ou au profit d'un tiers l'information obtenue dans l'exercice de ses fonctions.

Il doit respecter la confidentialité des délibérations du Conseil d'administration ou d'un comité, des documents internes qui sont révélés ou remis et des renseignements obtenus dans l'exercice de ses fonctions.

L'Administrateur ou le membre de comité qui a cessé d'exercer ses fonctions doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures à la Chambre.

SECTION III - DEVOIRS ET OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE CONFLIT D'INTÉRÊTS**Article 9 Conflit d'intérêts**

L'Administrateur ou le membre de comité doit éviter de se placer dans une situation de conflit réel ou potentiel.

Il doit déclarer au Conseil d'administration ou à son comité toute situation opposant son intérêt personnel ou professionnel à celui de la Chambre.

N'est pas considéré être en conflit d'intérêts, un Administrateur qui participe aux délibérations et au vote concernant la composition d'un comité dans lequel il est impliqué.

Article 10 Gestion des conflits d'intérêts

L'Administrateur ou le membre de comité qui est dans une situation de conflit d'intérêts doit, sous peine de déchéance de sa charge, divulguer cette situation au Président, s'abstenir de participer à toutes délibérations et à toutes décisions relatives à l'organisme, l'entreprise ou l'association dans laquelle il a des intérêts. Il doit également se retirer de la Séance pour la durée des délibérations, s'abstenir de voter sur le sujet à l'égard duquel il est en situation de conflit d'intérêts réel ou potentiel et éviter d'influencer la décision s'y rapportant.

Si un Administrateur estime qu'un autre Administrateur se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, il doit dénoncer cette situation au Président. Dans le cas où le Président se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, il doit divulguer celle-ci au Vice-président.

Si un membre d'un comité estime qu'un autre membre se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, il doit dénoncer cette situation au président du comité. Dans le cas où le président du comité se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, il doit divulguer celle-ci au Président du Conseil d'administration.

SECTION IV - APPLICATION DU CODE

Article 11 Autorité compétente

Le Président du conseil d'administration est responsable de l'application du présent code.

Lorsque le Président estime que le manquement est justifié, il en informe l'Administrateur ou le membre du comité. Celui-ci peut, dans les 7 jours, fournir ses observations. Si le Président conclut au manquement, l'une des sanctions suivantes peut être imposée : une réprimande, une suspension temporaire de ses fonctions ou la révocation de son mandat.

Un Administrateur peut être relevé provisoirement de ses fonctions par le Président lorsque l'urgence ou la gravité de la situation le justifie.

Si un manquement est reproché au Président, les règles énoncées ci-dessus sont exercées par le Vice-président.

SECTION V - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 12 Adhésion au Code

Chaque Administrateur ou membre de comité doit prendre connaissance du présent Code et accepter de s'y conformer. Il doit également confirmer annuellement son adhésion au Code en signant l'affirmation solennelle à cet effet.

L'Administrateur qui connaît ou soupçonne l'existence d'une violation au présent Code, doit la dénoncer au Président.

AFFIRMATION SOLENNELLE**(Annexe 2)**

Je _____ (nom), membre du Conseil d'administration et/ou d'un comité de la Chambre déclare ce qui suit:

Je reconnais avoir reçu copie du Code d'éthique et de déontologie des Administrateurs et des membres de comités de la Chambre. Je reconnais l'avoir lu et en comprendre le sens et la portée.

Je m'engage à respecter les principes d'éthique et les règles de déontologie contenus dans le présent Code.

EN FOI DE QUOI, J'AI SIGNÉ À _____, le _____

(Signature)

Commissaire à l'assermentation



EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la réunion du conseil d'administration, de la CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES, tenue le 14 décembre 2011, aux bureaux de la Chambre de l'assurance de dommages.

8. RAPPORT DE LA DIRECTRICE DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES

b) Règlement intérieur de la Chambre

R.539 Sur proposition dûment appuyée, il est unanimement résolu d'adopter le projet de Règlement intérieur de la Chambre de l'assurance de dommages tel que modifié lors de la présente séance et de le soumettre pour approbation à l'Autorité des marchés financiers, étant entendu que des modifications de forme pourraient avoir cours avant la transmission de celui-ci.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL

Me Jannick Desforges
Secrétaire de la Chambre

3.2.2 Publication

Aucune information.